

La psychopathie de la dissuasion détourne l'Europe : ça empire | Cdre Steve Jermy

Les personnes qui mènent l'Ukraine droit sur les baïonnettes de la Russie font des heures supplémentaires pour faire de même avec le reste du continent européen. Le commodore retraité de la Royal Navy Steve Jermy me rejoint aujourd'hui pour discuter de ce que nous devons chercher à mettre en œuvre pour arrêter cela : un nouvel « Esprit de Westphalie » afin de mettre fin à la guerre entre l'OTAN et la Russie. Nous examinons la perte de la sécurité coopérative en Europe, les faibles défenses aériennes, les coûts énergétiques de l'escalade, le coût humain d'une guerre plus large, ainsi que les voies possibles vers la diplomatie, la neutralité, des mesures de confiance menées par l'OSCE et des discussions de type Track II. Liens : Le Substack de Steve Jermy : <https://stevejermy.substack.com> L'article de Steve : <https://stevejermy.substack.com/p/the-spirit-of-westphalia> Le Substack de Neutrality Studies : <https://pascallottaz.substack.com> Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatages : 00:00:00 Introduction et l'Esprit de Westphalie 00:10:23 Soutenez Neutrality Studies 00:10:44 Pourquoi l'Europe a abandonné la sécurité coopérative 00:17:20 Défense aérienne, drones et guerre des missiles 00:21:50 Sécurité énergétique et nécessité de la diplomatie 00:27:16 Comment les pourparlers de paix pourraient commencer 00:35:22 Neutralité, l'OSCE et la fin des sanctions 00:42:15 Qui pourrait lancer un nouveau processus de paix ? 00:54:38 Où suivre Steve Jermy

#Pascal

Bienvenue à tous dans Neutrality Studies. Aujourd'hui, nous retrouvons Steve Jermy pour une mise à jour. Steve est commodore retraité de la marine britannique. Steve, bienvenue de nouveau.

#Steve Jermy

Ça fait plaisir de vous retrouver, Pascal. Ça faisait trop longtemps. On a été un peu occupés à faire autre chose.

#Pascal

Ça fait trop longtemps. Mais je vous ai vu à Tbilissi il y a deux mois, puis sur Tucker Carlson il y a quelques semaines. Bravo pour ça. Et vous venez de publier ce nouvel article, ici, sur l'esprit de Westphalie, avec New Thinking : la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne pourraient aider à mettre fin à la guerre entre l'OTAN et la Russie. Vous faites donc partie de ceux qui avancent, de manière proactive, des propositions concrètes sur ce qu'on pourrait faire face à toute cette tragédie, alors que des milliers d'Ukrainiens et de Russes meurent encore chaque mois. Steve, pouvez-vous nous expliquer cela ?

#Steve Jermy

Oui, j'ai pensé que cet article était important, Pascal, parce que beaucoup de gens parlent des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Et effectivement, j'avais écrit un article sur la guerre à venir avec la Russie, et sur ce qui pourrait se passer. Cette guerre à venir avec la Russie serait très effrayante, si elle se produisait. Il m'a donc semblé qu'il fallait au moins commencer à réfléchir aux voies alternatives possibles. Il faut y voir une voie alternative vers la paix. Et si j'ai choisi le titre « L'esprit de Westphalie », c'est parce que, comme vous le savez bien, la Westphalie a été l'un de ces événements historiques marquants, en ce qu'elle a mis fin à la guerre de Quatre-Vingts Ans et à la guerre de Trente Ans. Et c'était un événement complexe.

Mais le message que j'en ai retenu, c'est que les Européens pouvaient le faire. Au lieu de rester assis à attendre que les Américains aillent parler aux Russes, nous, en Europe, pouvions jouer un rôle dans cette affaire. Et non seulement nous pouvions jouer un rôle, mais nous devons en jouer un. L'idée était donc de commencer réellement par réfléchir aux origines de la guerre. Je ne vais pas m'y attarder trop longtemps, parce que je pense qu'il existe un consensus général parmi ceux d'entre nous qui travaillent dans les médias indépendants, et même chez pratiquement toute personne ayant la moindre connaissance de l'histoire stratégique : les origines remontent à l'expansion de l'OTAN. Et c'est cette expansion qui a, au bout du compte, été la cause de la guerre.

Et je maintiens ce point de vue. Enfin, je pense que toute personne ayant le moindre sens de l'histoire stratégique sait qu'il est impossible d'échapper à cette conclusion. C'est important aussi, parce que lorsqu'on réfléchit à la manière de résoudre des guerres, le diagnostic compte. Donc, ce que nous faisons là, c'était diagnostiquer les causes de la guerre, ce qui nous permet ensuite d'appliquer le bon traitement, si vous voulez. Mais l'étape suivante consistait vraiment à examiner le contexte qui a changé. Il m'a semblé que ce changement de contexte avait été considérable. Depuis 2022, nous avons vu les Américains publier une stratégie de sécurité nationale de l'OTAN, vous savez, dans laquelle l'Europe arrive, au mieux, en cinquième position dans la liste des priorités.

Et comme nous le savons, les Américains ont des priorités bien plus importantes, notamment l'Iran et cet enchevêtrement malheureux. Nous sommes aussi dans une situation où il est difficile de dire s'il y a déjà un véritable changement dans les dirigeants européens. Mais, au sein de l'E3, on voit clairement certaines évolutions. La Grande-Bretagne vient tout juste de changer de Premier ministre, et pas de la manière habituelle. Merz semble sous pression en Allemagne, notamment parce que l'AfD lui souffle dans le cou. Et l'AfD a une politique explicite de reprise des relations avec la Russie. Et bien sûr, Macron maintient, semble-t-il, des contacts avec Poutine depuis quelque temps. Nous le pensons, mais nous n'en sommes pas certains.

Il y a aussi quelques autres éléments, Pascal. Je pense que ce qu'on commence vraiment à voir maintenant, c'est que la ceinture fortifiée, qui constituait en quelque sorte la dernière partie de la défense principale contre les mouvements militaires de Poutine, contre les mouvements russes vers l'

ouest, est en train de tomber. Et quand elle tombera, il ne restera pas grand-chose derrière. À ce stade, les Russes auront, si vous voulez, des champs ouverts jusqu'au Dniepr et, bien sûr, à travers toute la région d'Odessa, avec la possibilité de prendre Odessa. Et je pense que le dernier élément, en termes de contexte, c'était... ou plutôt les deux derniers éléments.

La première chose, c'est que nous savons désormais que l'Occident ne peut pas se défendre contre des attaques aériennes. Je veux dire, si certains pensaient que ce n'était pas vrai, ou ignoraient ce qui se passe en Ukraine, qu'ils regardent simplement ce qui s'est passé en Iran. En substance, les États-Unis ont été chassés du Golfe et se sont repliés. Et c'est bien un repli. Ils se sont repliés jusqu'en Jordanie. En Jordanie, ils n'étaient pas en sécurité. Puis jusqu'en Israël. Et, bien sûr, les porte-avions se sont encore davantage éloignés. Donc, nous savons que nous ne pouvons pas nous défendre contre des attaques aériennes. Ce qui renvoie directement à la question de la défense aérienne occidentale. Le fait est que, si nous ne pouvons pas défendre le ciel ukrainien contre des attaques aériennes, alors nous ne pouvons pas non plus défendre le ciel européen.

Alors, c'est sûrement le moment de commencer à parler avec la Russie. J'ai aussi examiné de près l'OTAN. Le fait est que l'OTAN, comme je l'ai déjà dit, quand je servais dans une formation de l'OTAN, on plaisantait en disant que NATO signifiait « no ability to organise », autrement dit « aucune capacité à s'organiser ». Pardon, répétez-moi ça. On plaisantait en disant que NATO signifiait « no ability to organise ». Et, bien sûr, ce n'est pas vrai, mais c'était notre façon légère de la voir. Mais l'OTAN n'est pas cette grande coalition dont les gens parlent. Ses opérations extérieures, disons... le Kosovo s'est fait avec une légitimité très douteuse. Ce n'était certainement pas une opération légale. Avec le recul, j'ai aujourd'hui de grands doutes sur cette opération. L'OTAN a été vaincue en Afghanistan par un groupe hétéroclite de gens armés de kalachnikovs et d'engins explosifs improvisés, au terme d'une campagne qui a duré près de vingt ans.

Et le grand moment de l'OTAN, ce fut sûrement lorsque les Russes ont envahi l'Ukraine. Car, dès le départ, l'objectif de l'OTAN était d'éviter la guerre en Europe. Et pourtant, à ce moment-là, l'OTAN avait fait quelque chose qui avait provoqué la guerre en Europe, tout en n'étant pas préparée à la guerre que ses actions pouvaient nécessairement déclencher. Pour moi, ce fut donc un énorme échec de la réflexion stratégique. Et cela me montre que l'OTAN n'est pas compétente sur le plan stratégique. Enfin, et ce n'est certainement pas le moins important, le soutien de l'OTAN à la guerre en Ukraine n'a pas fonctionné. Donc, pour moi, il est temps d'examiner l'OTAN de très, très près. J'ai donc commencé à vraiment réfléchir à ce que pourrait être la structure de pourparlers de paix. C'est difficile d'entamer cela, mais je pense que c'est nécessaire.

Je pense que ce qui est intéressant, c'est qu'un article de Bloomberg, il y a environ un mois — c'était en juillet, Pascal — a révélé que le Centre pour le dialogue humanitaire avait organisé des pourparlers de niveau deux entre les pays de l'E3, c'est-à-dire le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, et la Russie. D'après ce qu'on en sait, les pays de l'E3 ont reçu un message assez brutal de la part des Russes. Et cela ne me surprend pas entièrement. Je pense que les Russes ont pratiquement renoncé à la négociation. Mais, quoi qu'il en soit, au moins, cette conversation a

commencé. Alors, à quoi pourrait ressembler un plan de paix ? Il pourrait comporter plusieurs éléments. Je pense que la première chose, c'est que nous devons passer d'une certaine philosophie, au sein de l'OTAN et en Europe, selon laquelle nous dissuadons réellement les Russes.

En réalité, la dissuasion, c'est la confrontation. Cela veut dire que nous affrontons les Russes, que nous nous opposons à eux. La dissuasion est obtenue par le fait d'avancer jusqu'aux frontières de la Russie. Et nous ne devrions pas être surpris que la Russie ait perçu cela comme une menace. C'est d'ailleurs la cause de la guerre. Donc, premièrement, adoptons, sur le plan philosophique, une approche fondée sur la coopération plutôt que sur la dissuasion. Regardons comment nous travaillons avec les Russes, ou comment nous pourrions travailler avec eux. Réfléchissons à ces mesures. Mais est-ce que je m'arrête là, avant d'aborder à quoi pourrait ressembler ce processus de paix, Pascal ?

#Pascal

Oui. Juste une note très rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous inscrire à mon Substack gratuit. Vous pouvez aussi aider avec un abonnement payant, ou acheter certains de nos nouveaux produits dérivés sur neutralitystudies.com. Les liens sont ci-dessous. À bientôt là-bas. J'ai d'abord quelques questions de suivi que j'aimerais clarifier. L'une d'elles est la suivante : d'où pensez-vous que cela vienne ? Parce que je me rends compte que je suis actuellement en Suisse, et que nous allons avoir une votation populaire à la fin du mois prochain. En ce moment, tout le débat politique s'intensifie vraiment autour de la neutralité suisse.

Et ceux qui s'opposent à ce que nous proposons et aimeraient voir cela confirmé le mois prochain avancent que, vous savez, même en Suisse, la Russie ne peut être que dissuadée. Qu'on ne peut avoir avec elle aucune forme de dialogue constructif, parce qu'ils sont mauvais, et ainsi de suite, bla bla bla. Mais précisément, même en Suisse, l'idée est que la dissuasion est la seule voie vers la sécurité. Même ici, une bonne partie de la population a avalé l'idée qu'un État doit avoir la capacité d'anéantir l'autre, sinon il ne sera jamais en sécurité. Et c'est évidemment la cause profonde du dilemme de sécurité : la manière dont l'autre va alors vous percevoir, et ainsi de suite.

Donc toute cette idée de construire des cadres de coopération, l'idée que la sécurité de l'autre renforce votre propre sécurité, et que l'amitié vaut mieux que la dissuasion, a complètement... enfin, a disparu de ces milieux de la société. Pas partout. Il y a encore un bon nombre de personnes qui le comprennent. Mais on n'en parle pas. Les journaux n'en parlent pas. Tout tourne autour de l'importance d'être fort face à la Russie. Dans votre analyse, quelle est, selon vous, la raison pour laquelle l'Europe a, pour l'essentiel, complètement et totalement perdu l'idée de sécurité coopérative ? Enfin, nous l'avions. Helsinki reposait sur cela. L'Acte final de mille neuf cent soixante-quinze s'articulait autour de ce concept : si vous êtes en sécurité, alors je le suis aussi. Et cette idée a complètement, totalement disparu. Selon vous, qu'est-ce qui a conduit à cela ?

#Steve Jermy

Je pense qu'il y a probablement deux choses, Pascal. Enfin, il y en a plusieurs. Et comme vous, j'ai vraiment eu du mal avec ça. Je pense que, comme nous tous dans les médias indépendants, j'ai vraiment eu du mal avec ça. Je pense qu'il y a eu une sorte de somnambulisme. On n'a pas vraiment remarqué grand-chose pendant que l'OTAN était avancée jusqu'aux frontières. Les gens s'intéressaient à autre chose. Il se passait des événements en Afghanistan, et ailleurs. Les gens se préoccupaient du changement climatique, et ainsi de suite. Et je pense que nous avons avancé en somnambules — du moins, la presse l'a fait. Et je pense que, de fait, la plupart des gouvernements ont fait de même. Et nous le savons parce que tout le monde a été surpris lorsque la Russie a réagi aux événements dans le Donbass. Enfin, je ne sais pas pourquoi nous avons été surpris, parce que les signes étaient si clairs, et que les Russes n'arrêtaient pas de nous le dire.

#Pascal

Oui, Mearsheimer, les autres, Matlock et ainsi de suite. Beaucoup de gens n'arrêtaient pas de dire : ça finira par une guerre. Oui, oui, oui.

#Steve Jermy

On arrive donc à un stade où l'on a une population qui ne s'attendait pas à ça. Et malheureusement, la réponse de la presse, et je pense aussi celle du gouvernement, a été de passer directement à la défense, à la dissuasion et à la confrontation, plutôt que de revenir en arrière pour faire l'analyse. Vous avez donc une presse — et j'ai l'impression que c'est pareil en Suisse qu'ici — qui s'exprime largement en soutien à toutes les opérations visant à défendre l'Ukraine. Enfin, nous ne nous en sortons pas très bien sur le plan de la défense. Je pense aussi que, pour cette raison, on a dans la presse une sorte d'état d'esprit qui relève de ce que j'appellerais une pensée sectaire. C'est-à-dire qu'ils adhèrent à la dissuasion, ils adhèrent au conflit, ils adhèrent à l'idée que Poutine est une figure hitlérienne et que les Russes sont des gens terribles qu'il faut dissuader.

Et ils n'ont pas fait le diagnostic. Et à cause de ça, quand on entre dans une pensée de secte, les gens ont tendance à tout rationaliser selon la manière dont fonctionne la secte. Donc, vous voyez, on en arrive à la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Et je pense que c'est un très, très gros problème. Parce que nous devons, nous, les médias indépendants et d'autres, le surmonter, je pense. Enfin, la raison pour laquelle nous le surmonterons presque certainement, c'est tout simplement que, sur le plan budgétaire et monétaire, nous n'avons pas les moyens de continuer à défendre l'Ukraine. C'est une question d'argent. Mais aussi, militairement, il nous faudrait au minimum dix ans pour atteindre les niveaux de capacité industrielle nécessaires afin de pouvoir réellement affronter les Russes de manière significative. Donc, pour toutes ces raisons, vous voyez, nous ne sommes pas en mesure de le faire.

#Pascal

Et, vous savez, il y a des gens qui sacrifieraient jusqu'au dernier Ukrainien dans cette guerre, même si ça voulait dire se battre à mains nues. Et ensuite, ils passeraient à sacrifier tous les Européens qu'ils ont, eux aussi à mains nues. Je veux dire, il y a des gens qui pensent comme ça. On le sait. Mais c'est aussi un grand classique : les militaristes au Japon, vous savez, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Une faction voulait se rendre. L'autre disait : non, cent millions de martyrs. On va sacrifier tout le monde. On a toujours ce genre de fous dans tous les scénarios de guerre. Ce sont des fous, et des imbéciles complets. Au Japon, du moins ceux qui étaient sérieux.

Ils avaient l'honneur de se tirer dessus une fois que tout était terminé, mais je ne pense pas que les nôtres feront ça. Enfin bref, n'allons pas là-dessus. Je voulais en fait poser la deuxième question, celle que vous avez décrite au début. Nous apprenons que la supériorité aérienne appartient au passé. On ne peut plus l'avoir. Les États-Unis ne sont pas capables d'éliminer l'ensemble des armements de l'Iran, et les drones ont complètement changé la donne. Même la Russie n'est pas capable de sécuriser son espace aérien face à ce que l'Ukraine peut encore lui envoyer. Nous vivons donc désormais dans un monde où le ciel est l'endroit depuis lequel, à tout moment, l'autre pourra toujours vous frapper en retour. Pensez-vous que cela va maintenant modifier la stratégie militaire, la stratégie navale, ce qui peut encore être fait et ce qui ne peut plus l'être ?

#Steve Jermy

En bref, oui, cela est déjà en train de le modifier. Et je pense que cela tient à plusieurs raisons. D'abord, il y a un problème technique concernant la supériorité aérienne, comme on l'appelait autrefois. Nos armes occidentales ne sont pas capables d'abattre les principaux missiles conventionnels et hypersoniques utilisés par les Russes, et aussi par les Iraniens. Donc, vous savez, nous ne pouvons pas nous défendre contre eux. Les Russes ont en réalité de meilleures capacités. Cela reste difficile. Le deuxième point concerne le système. Il ne s'agit donc pas seulement des missiles eux-mêmes. Il s'agit des radars. Il s'agit de pouvoir détecter les missiles suffisamment tôt.

Il s'agit de pouvoir affecter les armes aux différentes cibles de missiles, et de le faire. J'ai été commandant d'un destroyer de défense aérienne, donc c'est un domaine que je connais extrêmement bien. Mais ce que nous constatons aussi, c'est que le volume de menaces, comme les drones, combinés aux missiles conventionnels et aux missiles hypersoniques, signifie que presque n'importe quel système de défense aérienne peut être saturé. Je ne sais pas si vous vous souvenez de l'époque où l'on jouait à Space Invaders, avec toutes ces choses qui arrivaient du ciel. Une, deux ou trois choses descendaient du ciel, et vous les abattiez. Imaginez-en cent qui descendent. Deux cents. Trois cents. Voilà à quoi ressemble aujourd'hui la bataille de la défense aérienne.

Je pense que le fait est que, contrairement à l'Occident, où nous avons eu tendance à ne pas vraiment penser aux missiles, donc aux missiles à longue portée, les Russes, les Chinois, les Nord-Coréens et les Iraniens ont, eux, l'habitude d'utiliser ces armes. Ils ont donc au moins cinq ans d'avance sur nous, et je dirais probablement presque dix ans. Cela signifie que, lorsque nous commençons, en Occident — prenons en particulier les F-16 — à fournir des F-16 qui vont

effectivement voler en Russie, nous sommes là, complètement à nu, incapables de nous défendre contre la moindre riposte russe. Et je pense que c'est quelque chose qui n'est pas compris. J'ai récemment entendu un maréchal de l'air, un ancien maréchal de l'air que je connais, Sean Bell, dire clairement que la Grande-Bretagne ne peut pas se défendre contre ces armes.

Et ce serait une bonne chose de vraiment mettre cela dans le débat public. Et c'est effectivement ce qui, selon moi, doit être fait. Je pense que les activités de gens comme nous, dans les médias indépendants, sont essentielles. Et ce que je constate avec mon podcast, c'est que, encore et encore, les gens disent : « La Russie n'est pas mon ennemie. » À propos de l'interview de Tucker Carlson, j'ai dû voir ce commentaire au moins une centaine de fois, voire davantage, et venant du monde entier, Pascal. Donc, je pense que même si les maniaques, si vous voulez, ou ceux qui sont dans la secte et qui veulent augmenter les dépenses de défense afin que nous affrontions la Russie, font peut-être beaucoup de bruit en ce moment, dans la population en général, je pense qu'il y a très peu d'appétit pour une guerre avec la Russie.

#Pascal

En effet, je pense la même chose. Mais la question qui demeure, vous savez, c'est de savoir si l'autre a la capacité de vous envoyer des armes, ou de vous tirer des missiles dessus. C'est bien ça. Et l'Iran est en quelque sorte en train de faire valoir cet argument en ce moment. L'Iran a cette stratégie qui consiste à dire : « Vous pouvez nous bombarder. Nous ne pouvons pas vous en empêcher. Vous pouvez en tuer beaucoup parmi nous, mais vous ne pouvez pas nous empêcher de vous frapper en retour, de manière conventionnelle. Nous pouvons toujours riposter. Donc vous souffrirez toujours si vous nous faites ça. » Et les Russes font un peu la même chose. Et, en réalité, même les Ukrainiens essaient en quelque sorte de suivre cette stratégie en ce moment.

Alors, est-ce que cela ne conduirait pas naturellement, à un certain moment, les va-t-en-guerre — même les va-t-en-guerre — à comprendre que, pour ne pas être frappé, je dois convaincre l'autre de ne pas vouloir me frapper ? Ce qui veut dire que je dois lui montrer que je ne veux pas le frapper. Je veux dire, est-ce qu'on ne devrait pas naturellement, à un moment donné, entrer dans un processus vertueux, où le dilemme de sécurité s'inverse ? Et se dire, en quelque sorte : oui, très bien, il faut revenir à la diplomatie pour convaincre l'autre de ne pas lancer cette chose, afin que nous n'ayons pas à la lancer nous-mêmes.

#Steve Jermy

Oui, si vous voulez, on en revient aux théories d'avant l'ère nucléaire, vous savez, à la destruction mutuelle assurée. C'est un peu la même chose, mais à une échelle légèrement moindre. Mais les conséquences de missiles hypersoniques frappant une installation de gaz naturel liquéfié à Rotterdam, à Southampton ou à Milford Haven, au pays de Galles, seraient considérables, Pascal. Donc vous avez raison. Nous devons... même si je dois réfléchir à ce que je suis en train de proposer. On n'obtient pas la destruction immédiate que provoqueraient des attaques nucléaires, qui

seraient dévastatrices. En revanche, on obtient la destruction des infrastructures, et en particulier des infrastructures énergétiques. Et si cette destruction se produit, on finit par obtenir le même effet, simplement beaucoup plus lentement.

Alors soudainement, si vous manquez de pétrole et de gaz — et soyons honnêtes, en Europe, nous sommes déjà dans une situation très précaire. Nous avons très intelligemment sanctionné le pétrole et le gaz russes, puis nous nous étonnons soudain que les prix du pétrole et du gaz augmentent en Europe. Ensuite, bien sûr, les États-Unis ont très intelligemment attaqué l'Iran et, surprise, surprise, le détroit d'Ormuz a été fermé. Et, encore une fois, surprise, surprise, les prix du pétrole et du gaz ont augmenté. Et maintenant, nous attaquons la Russie en profondeur depuis les pays de l'E3, qui a arrêté ses exportations de produits raffinés, notamment de diesel et de kérosène. Et, surprise, surprise, les prix augmentent. Je le dis — je l'ai déjà dit — si les gens pensent qu'il y a une crise du coût de la vie, ils se trompent.

Il y a une crise du coût de l'énergie. Et l'un des enjeux majeurs, c'est la crise du coût de la vie. Donc, si vous êtes dans un pays européen et que vous vous plaignez du coût de l'énergie, ne cherchez pas plus loin que la politique de votre propre gouvernement et les mesures qu'il prend pour s'opposer à la Russie et à l'Iran. Ce sont, dans une large mesure, des facteurs très, très importants de la hausse des prix. Et au bout du compte, cela ne me surprendrait pas si les conséquences économiques de ces hausses des prix de l'énergie — et je m'attends à ce que les choses empirent à mesure que la situation dans le détroit d'Ormuz se poursuit — commençaient à faire basculer les économies européennes et l'économie mondiale dans la récession, voire plus loin encore. Et c'est peut-être cela qui pourrait mettre fin à la guerre.

Mais pour revenir à votre question, oui, bien sûr, nous devrions discuter. À mes yeux, ne pas parler avec l'autre camp, c'est faire preuve d'incompétence diplomatique. Je pense que nous sommes dans une situation difficile, parce que les Russes ont pratiquement renoncé à discuter avec le groupe E3 et avec l'Europe en général. Mais cela ne veut pas dire que nous ne devrions pas commencer. Et d'ailleurs, si nous discutons, nous pourrions aussi proposer certaines choses. Le problème, à mon avis, c'est que les Russes ne font pas confiance à l'Occident après Minsk, et quand ils voient ce qui se passe aux États-Unis. Mais il faut bien commencer quelque part. C'était donc le véritable objectif de l'article : montrer que non seulement nous devrions commencer, mais aussi que nous le pourrions. Et surtout, que nous devrions commencer.

#Pascal

Par où cela commencerait-il ? Parce que je suis d'accord. Enfin, si j'étais russe, je giflerais quiconque dirait qu'il faut faire confiance aux Européens. Non, je veux dire, la seule chose à faire, c'est d'avoir un processus qui passe aussi par la vérification. Mais comment structurer une approche réaliste pour revenir à la diplomatie, en supposant que ce soit quelque chose auquel les gens à Bruxelles et à Londres réfléchissent réellement et sérieusement ?

#Steve Jermy

Eh bien, je pense que si la voie deux est lancée — et la voie deux désigne essentiellement des démarches qui ne sont pas officielles, donc qui n'ont pas de statut officiel — mais que des conversations commencent, alors, dès que j'ai entendu ça, je me suis dit : eh bien, c'est un début. La personne envoyée par les Britanniques s'appelle Tim Barrow. Vous et moi connaissons très bien Ian Proud, et Ian tient Tim Barrow en très haute estime. Il a été ambassadeur, je crois, à Moscou et à Kyiv. Je peux me tromper là-dessus, mais il a certainement été ambassadeur dans l'une ou l'autre de ces villes. Il a été ambassadeur auprès de l'Union européenne. Il connaît donc très bien tout le contexte. Et quand on envoie un ancien ambassadeur et diplomate de très haut niveau comme lui, plutôt qu'un agent immobilier, pour aider réellement à lancer ces pourparlers, alors c'est un début.

Ils ont peut-être reçu un accueil assez froid de la part des Russes, mais le fait qu'un Russe non officiel, donc un ancien responsable, s'y soit rendu, c'est une bonne chose. Et cela commence vraiment à ouvrir cette voie, et à faire émerger le type de sujets que j'imaginais pouvoir y être abordés. D'une certaine manière, ce dont nous avons besoin, je pense, c'est de quelque chose comme une Westphalie II. Une Westphalie II dans laquelle les Européens pensent autant à eux-mêmes qu'à l'Ukraine. Car s'accrocher à des mesures dont nous savons que nous ne pouvons pas les faire appliquer en Russie ne fera que prolonger la confrontation dans laquelle nous sommes actuellement. Je pense que, dans ces dialogues, le plus important, c'est que nous devons vraiment commencer à écouter la Russie et à comprendre ce qu'elle nous dit. Ce n'est pas si difficile, parce que tout est déjà là.

#Pascal

C'est très difficile pour ces gens-là, parce que je me rends compte, encore et encore, que ceux qui sont dans la secte ne peuvent même pas envisager que la Russie puisse avoir quoi que ce soit de légitime. Pas seulement des intérêts de sécurité, mais des intérêts légitimes. Tout est illégitime. En fait, c'est pour ça qu'ils reviennent à Hitler. « Auriez-vous négocié avec Hitler ? Hitler avait-il un intérêt légitime ? » C'est constamment ça. Donc, ils ne le font pas.

#Steve Jermy

Oui. Encore une fois, je pense que c'est un sujet qu'il faut faire entrer davantage dans le débat public, au moins en Occident. Plus on en parlera, mieux ce sera. Parce que si les gens comprenaient les conséquences d'une guerre avec la Russie... On en parle tellement dans la presse. Il faudrait être prêts à combattre la Russie d'ici deux mille trente. Et d'ailleurs, l'article dont j'ai parlé avec Tucker Carlson portait sur la guerre à venir avec la Russie, et commençait à décrire ce que cela pourrait donner. Je pense que les conséquences seraient plus dévastatrices pour l'Europe que celles de la Première Guerre mondiale. J'en suis convaincu, en raison de la nature des armes qui pourraient être utilisées.

Et je pense que si les gens commençaient à comprendre cela, si la population en général le comprenait, alors nous serions dans une meilleure situation. Je regarde aussi les chiffres des pertes. Sur une période de vingt ans en Afghanistan, je crois que les Britanniques ont perdu quatre cent cinquante personnes tuées au combat. Chacune de ces personnes tuées au combat revenait à Brize Norton, qui était une base de la Royal Air Force. Elles étaient ensuite emmenées très solennellement, dans des corbillards, vers leur lieu d'inhumation. Quatre cent cinquante morts : c'était quelque chose de très important dans le pays, et les gens ont fini par s'en lasser. Mais quatre cent cinquante, c'est infime comparé à ce qui nous attend.

Nous aurions des dizaines de milliers de morts au combat dans l'ensemble des pays impliqués, des dizaines de milliers de personnes tuées. Nous ne serions pas capables d'accueillir tous les corbillards. Et même si nous le pouvions, les autoroutes depuis la Grande-Bretagne jusqu'à n'importe où, depuis l'endroit où ces corps arriveraient, seraient pleines. Elles seraient bloquées. Donc je pense que, là encore, les gens n'ont pas compris les conséquences. Il suffit de penser aux pertes que nous savons que la Russie a subies. Nous estimons que la Russie a perdu de l'ordre de 160 000 soldats tués au combat. Imaginez 160 000 morts au combat en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, en Suisse. Même 10 000, ce serait un nombre énorme. Et je ne pense pas qu'aucun de nos pays soit prêt à subir de telles pertes.

En fait, je suis sûr qu'ils ne sont pas prêts à subir ces pertes, parce que je le constate encore et encore dans les commentaires. Et là encore, malheureusement, le discours, c'est qu'en réalité, nous devons être prêts à combattre la Russie. Les gens ne disent pas qu'il faut être prêts à combattre la Russie et à voir des dizaines de milliers des nôtres mourir, parce que c'est quelque chose de très, très différent à dire. Et je pense que c'est le genre de chose qui peut commencer à sortir les gens de la secte. Il y en a des signes, mais ce ne sont que des signes très précoces. Et c'est quelque chose qui m'inquiète. Mais là encore, c'est pour ça que je fais ça, et je suis sûr que c'est aussi pour ça que vous faites ça. Nous faisons cela dans les médias indépendants, pour que les gens puissent avoir accès à ces informations. Et pour ceux qui nous écoutent, s'il vous plaît, faites passer le message.

#Pascal

Oui, non, c'est bien ça, le problème. La conséquence de ce type de rhétorique guerrière et de cette manière de penser la guerre, c'est une guerre avec la Russie. C'est la conséquence logique. Si vous ne voulez ni négociations ni une forme quelconque d'accord avec les Russes, et si vous voulez les traiter comme Hitler, alors vous devez leur faire ce que les Alliés ont fait à Hitler. Il faut aller dans le bunker et aller chercher le type, non ? Et là, on parle clairement d'un État doté de l'arme nucléaire, qui possède aussi des Orechniks et tout le reste. Mais cette dernière étape logique, c'est généralement là qu'ils s'arrêtent. Ils se contentent de la suggérer. Et c'est comme ça que ça continue. Voilà pourquoi il est important de réfléchir à des issues réalistes. Alors, en dehors de la diplomatie de voie deux, quelles pistes pourrait-on suivre si nous avons un élan de la société permettant, disons, de mettre nos faucons de guerre sur la touche et de confier un instant le bâton aux colombes ?

#Steve Jermy

Eh bien, la première chose, je pense, c'est de renouer le dialogue diplomatique. Et, en réalité, je ne crois pas que nous nous soyons assez penchés sur cette question. C'est tout de même extraordinaire que nous, en Occident, puissions organiser des conférences de paix sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine sans inviter la Russie. C'est une incompétence diplomatique du plus haut niveau. Mais nous devons organiser des conférences et avoir des discussions qui permettent réellement d'entamer cette conversation. Et le plus important, dans ces premiers échanges, c'est d'écouter. D'écouter et de vraiment comprendre l'autre version des faits, de comprendre comment les Russes voient les choses, et de commencer à instaurer un dialogue dans lequel nous pourrions tous deux échanger nos points de vue.

Ce ne seront pas des discussions faciles. Ce seront des discussions très difficiles, mais elles doivent avoir lieu malgré tout. C'est le genre de chose qui, là encore, s'est produite en Westphalie. Et c'est pour cela que je prends l'esprit de Westphalie comme exemple pour montrer que c'est possible. C'était après trente ans et quatre-vingts ans de guerre. Vous savez, je ne dis pas que la Westphalie, ni la manière dont cela s'est déroulé, est forcément le modèle de ce que nous pourrions faire. Je dis plutôt que, concrètement, c'est possible. Historiquement, nous l'avons déjà fait. Et, en réalité, beaucoup de bonnes choses sont sorties de la Westphalie.

Mais si vous regardez ce qu'il est possible de faire, enfin, je l'ai dit dans l'article sur l'esprit de Westphalie : il faut passer d'une approche de confrontation à une approche de coopération, où ce n'est pas un jeu à somme nulle. Je pense qu'il faut réfléchir à la manière de donner à l'Ukraine des garanties de sécurité. Et l'ironie, c'est que toutes les garanties de sécurité que l'Occident peut fournir ne valent rien. Nous ne pouvons pas fournir de garantie de sécurité par l'intermédiaire de l'OTAN. Les États-Unis ne sont pas disposés à fournir une garantie de sécurité. Donc, pour moi, la seule garantie de sécurité évidente passe par la neutralité. Et les Russes y sont ouverts. En fait, c'était l'une de leurs premières propositions. Ensuite, il y a des mesures de confiance.

Et ici, l'institution qui, à mon avis, a tristement fait défaut, c'est l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, basée à Vienne, dont la Russie fait partie. Et je pourrais imaginer qu'en Ukraine, même si les Russes n'accepteront jamais que des membres de l'OTAN participent aux mesures de sécurité et de renforcement de la confiance, ils accepteraient peut-être des membres de l'OSCE qui ne font pas partie de l'OTAN. Il y en a beaucoup. Ensuite, il faudrait peut-être recommencer à parler de contrôle des armements. Mais je pense qu'un point très, très intéressant, et pour moi fondamental, c'est l'OTAN. Je veux dire, l'OTAN est un exemple d'échec après échec après échec. Et la question est donc : pourquoi voudrions-nous simplement continuer à y investir ?

Ce n'a jamais été une grande structure, même si elle a fait son travail pendant la guerre froide. Mais après la guerre froide, je veux dire, si vous pouvez me citer un seul succès de l'OTAN... Et pourtant,

les gens veulent en faire la pierre angulaire de la sécurité européenne. Il faudrait sûrement plutôt quelque chose qui consiste à parler à la Russie, et non à dépenser des sommes énormes d'argent public pour investir dans des capacités militaires qui ne rattraperont jamais les Russes, parce qu'ils ont cinq ans d'avance sur ce sujet. Et ils sont très, très bien organisés et prêts pour la guerre. Il vaudrait sûrement mieux parvenir à une situation où nous parlons de mesures de coopération. Et la dernière catégorie de mesures à laquelle j'ai réfléchi est d'ordre économique.

Je veux dire, pourquoi ne pas lever les sanctions contre la Russie ? Le fait est que ce serait gagnant-gagnant, parce que ces sanctions contre la Russie nuisent aux économies européennes. Et elles nuisent évidemment aux économies européennes. C'est sous nos yeux. Alors, pourquoi ne pas lever les sanctions contre la Russie ? Ce serait un formidable signal d'intention de la part des Européens. Et nous pourrions le faire unilatéralement, sans l'accord des Américains. Et là encore, nous pourrions peut-être commencer à redresser notre situation énergétique, qui, en tant que professionnel de l'énergie jusqu'à très récemment, ne sera pas résolue à court terme par les énergies renouvelables. Donc, certaines choses pourraient être faites. Mais encore une fois, comme vous le dites à juste titre, ce n'est pas facile. Mais il faut bien commencer quelque part.

#Pascal

Oui, mais, vous savez, cela supposerait que ceux qui prennent les décisions aient réellement à cœur le bien-être de l'Europe. Or, ceux qui prennent les décisions s'intéressent bien davantage au bien-être du monde transatlantique, n'est-ce pas ? Ce n'est pas l'Europe. C'est nous, les Américains et Monsieur Merz, le chancelier allemand, qui sait qu'une fois qu'il en aura fini avec ce poste-ci, il retournera directement chez BlackRock. Monsieur Stubb, et ainsi de suite, qui vise, vous savez, le prochain poste de ce genre dans le monde transatlantique. Monsieur Rutte, l'ancien Premier ministre des Pays-Bas, qui est aujourd'hui le dirigeant politique de l'OTAN.

Je veux dire, l'intégration transatlantique a si bien fonctionné qu'une grande partie de la classe politique et des élites politiques est bien plus loyale envers ce type d'intégration qu'envers le bien-être du continent lui-même. On le voit même avec M. Zelensky, n'est-ce pas ? Il est de loin plus disposé à aller à tous ces événements mondains avec l'Occident qu'à essayer de réfléchir à des portes de sortie avec les Russes. Pour lui, c'est politiquement irréalisable, notamment à cause de la manière dont fonctionne toute la sphère politique souterraine en Ukraine. Donc, la question pour moi, afin de sortir de cette impasse, c'est : qui pourrait lancer ce processus ?

Et j'ai le sentiment très fort que les Européens sont, comme les Ukrainiens, enfermés dans une impasse, dans leur propre petit monde solipsiste. Il nous faudrait quelque chose comme en mille neuf cent soixante-neuf, vous savez, quand la Finlande avait lancé une invitation. La Finlande avait invité les parties à entamer le processus de la CSCE. S'il y avait quelqu'un de très, très inattendu... disons la Mongolie, par exemple. Ils ont le Dialogue d'Oulan-Bator. Si la Mongolie lançait une

invitation, en disant : « Hé, pourquoi ne pas vous joindre à notre dialogue ? Venez, avec quelques diplomates. » Et que cette invitation était envoyée à tout le monde, peut-être que ça pourrait lancer quelque chose. Mais selon vous, comment pourrait-on faire démarrer le processus ?

#Steve Jermy

Oui, c'est une très bonne question. Je pense qu'une conférence de type « Track Two » ne serait pas une mauvaise idée. Je repensais à tout le temps que nous avons passé ensemble à Tbilissi. Et, vous savez, si l'on devait organiser une conférence, j'ai effectivement réfléchi à la manière dont cela pourrait se faire. J'en ai discuté avec l'un de nos autres collègues, Nicolai Petro, de l'université de Rhode Island. Je réfléchis à ce que cela pourrait donner. Mais une conférence ne serait pas un mauvais début. Je ne dis pas que ce soit la seule chose à faire. Mais une conférence avec, là encore, une certaine visibilité médiatique. Parce que dès qu'il y a un peu de publicité et que les gens travaillent ensemble, on voit des Russes, des Européens et d'autres personnes discuter ensemble. Ce n'est pas une mauvaise chose.

Je pense que... là encore, les personnes qui doivent vraiment s'impliquer là-dedans, ce sont les peuples d'Europe. Parce que ce sont eux qui subiront les conséquences si nous continuons sur la voie dans laquelle nos dirigeants nous entraînent. Et bien sûr, dès lors que les peuples d'Europe s'impliquent, cela ne peut être qu'une bonne chose. Car les dirigeants de la secte devront réfléchir très attentivement, pour des raisons politiques, avant de faire des choses que les gens ne veulent pas. Je veux dire, nous le verrons bientôt, je le soupçonne, sur le plan économique, lorsque les conséquences du détroit d'Ormuz et les chocs sur les prix de l'énergie se feront sentir. Et quand nous commencerons à voir des pays européens basculer dans la récession, alors je pense que les gens se poseront des questions sur le fait de doubler les dépenses militaires.

Si nous sommes réellement dans une situation où les gens commencent à voir que la guerre ne se déroule pas bien, que les Russes gagnent dans le Donbass et dans les quatre oblasts de l'Est, qu'ils ont le potentiel d'aller bien plus loin — et il me semble qu'ils ont l'intention d'aller bien plus loin —, et que nous ne pouvons pas y faire grand-chose, alors, à ce stade, les gens vont sûrement commencer à se demander : « Est-ce que je veux dépenser de l'argent dans les canons ou dans le beurre ? » Et pour moi, à terme, c'est le beurre qui sera la priorité. Le fait est que l'argent dépensé dans les armes et dans des choses destructrices ne bénéficie pas, au final, à l'économie. Je ne crois tout simplement plus au militarisme keynésien. C'est une imposture. Ce dans quoi il faut vraiment investir, c'est les infrastructures.

Je veux dire, les infrastructures énergétiques, évidemment, et toutes ces autres choses qui font la réussite des économies. Et l'idée qu'on puisse y parvenir en dépensant davantage d'argent dans les armes, c'est tout simplement fantaisiste. Je pense que, vous savez, je ne dis pas qu'on ne devrait pas avoir de forces de sécurité. Bien sûr que si. Mais, en réalité, un taux de deux à deux virgule cinq pour cent devrait suffire. Et si nous ne dépensons pas cet argent efficacement, ce n'est pas une question du montant que nous essayons de dépenser. C'est une question de mauvaise utilisation de

l'argent. Malheureusement, je pense que le complexe militaro-industriel a des intérêts en jeu là-dedans, et je pense qu'il considère qu'il est dans son intérêt que cela continue.

J'ai entendu récemment le président ou le directeur général de BAE Systems, une très grande entreprise du secteur de la défense ici, dire que nous étions désormais dans une situation entre la guerre et la paix. Et d'une certaine manière, il a raison. Mais si nous sommes largement dans cette situation de guerre et de paix, c'est parce que nous nous y sommes nous-mêmes engagés en Europe, plutôt que d'examiner plus attentivement, plus intelligemment, les raisons pour lesquelles cette situation est apparue. C'est donc une longue réponse à une question courte. Je suis désolé de ne pas avoir la réponse exacte. Mais je pense vraiment que c'est le domaine dont nous devons continuer à parler, et qu'il faut commencer à réfléchir à la manière de lancer ces conversations. Enfin, on en a déjà vu un peu.

On a vu des gens comme Larry Johnson et le juge Napolitano aller en Russie et parler avec les Russes. Donc, c'est possible. Mais je pense que vous avez raison : c'était quelque chose d'indépendant. Je veux dire, si vous me demandez quel pays serait le mieux placé pour le faire, ironiquement, je dirais probablement la Chine. Ce ne serait pas forcément bien accueilli dans certains milieux occidentaux, mais la Chine entretenait de très bonnes relations avec l'Ukraine et de très bonnes relations avec la Russie. La Chine serait donc une option. Et il pourrait y en avoir d'autres aussi, peut-être quelqu'un du reste du monde. Je ne vais pas dire le Brésil, mais un pays des BRICS, quelque chose comme ça. Mais un pays qui ferait preuve de bon sens.

#Pascal

Oui, ce sont des pays sensés, des gens sensés. Et à un moment donné, je me demande, très sérieusement... À ce stade, je pense qu'il y a beaucoup de questions très concrètes. Je veux dire, il y en a beaucoup, notamment l'influence de la foi et, vous savez, de structures de croyance alternatives, et ainsi de suite, qui jouent sur tout ça. Mais l'un des problèmes clés, aujourd'hui, c'est que nous avons en Europe une élite politique qui est déterminée, pour diverses raisons, à poursuivre la voie dans laquelle elle s'est engagée. Parce qu'elle croit avoir raison, elle se croit bonne, vertueuse, et ainsi de suite. Et malheureusement, elle est solidement installée aux commandes.

Donc, dans un sens, ce qu'il nous faudrait, c'est une plateforme qui permette un dialogue de citoyen à citoyen avec l'autre camp. Nous l'avons dans une certaine mesure. Je veux dire, les réseaux sociaux jouent ce rôle jusqu'à un certain point. Mais ce n'est pas assez structuré pour lancer un mouvement de paix de masse, de tous les côtés. Il nous faudrait des mouvements de paix de masse en Ukraine, des mouvements de paix de masse en Russie, et des mouvements de paix de masse en Occident, aux États-Unis, et ainsi de suite, qui poussent vers le rapprochement inévitable. Nous ne l'avons pas vraiment encore. Alors je me demande simplement si quelqu'un pourrait nous aider sur le plan technologique, chère Chine, à trouver un moyen de faire cela.

#Steve Jermy

Oui, je veux dire, je pense que c'est possible. Et l'une des choses auxquelles j'ai réfléchi aussi, c'est qu'en Grande-Bretagne, nous avons la possibilité — je ne sais pas comment ça se passe en Suisse — de nous adresser à l'ensemble du pays et de demander si le pays souhaite que les responsables politiques discutent d'un sujet. C'est donc un mécanisme interne au système parlementaire britannique. Nous pourrions effectivement demander qu'une... quel est le mot exact, déjà ? Mais, en substance, qu'une sorte de pétition soit lancée sur cette question. Et ce serait une pétition officielle. Mais je pense que vous avez raison. Les échanges entre les peuples comptent. Je crois que vous avez participé récemment à ce type d'échanges en Russie, et certaines des choses qui sont ressorties de vos discussions en Russie m'ont beaucoup frappé.

Mais je pense qu'une initiative semi-officielle, de type « piste deux », serait aussi une bonne chose. Parce que ce qu'il faut vraiment, dans cette affaire, ce ne sont pas seulement des gens, mais des professionnels qui ont été impliqués. Des militaires, des diplomates, des spécialistes de la sécurité, et des personnes ayant une expérience professionnelle de la paix et de la résolution des conflits. Il y en a énormément, et nous savons qu'ils sont présents parmi les personnes que vous, moi et d'autres écoutons et avec qui nous discutons dans les médias indépendants. Donc je pense qu'une approche de type « piste deux » serait également une bonne idée. Après, on ne sait pas où cela pourrait se faire. Mais pour moi, un lieu évident serait Vienne, la Vienne neutre, où l'OSCE a son siège, et sous l'égide de l'OSCE.

Je crains que l'OSCE ait été plutôt reléguée au second plan tout au long de cette affaire, là encore à cause de cette fascination pour la confrontation, la dissuasion, et le fait d'être prêt à combattre la Russie. Mais, pour moi, l'indice sur l'OSCE et sur son utilité est dans son nom même : l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Donc, une initiative de type « Track Two », peut-être menée sous l'égide de l'OSCE, serait une bonne chose, je pense. Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais je tâte le terrain auprès de gens que je connais, dans des organisations comme le Centre pour le dialogue humanitaire et d'autres, pour voir si nous pourrions faire quelque chose ensemble. Mais un autre lieu, si ce n'était pas Vienne, je dirais que ce pourrait être la Géorgie, Pascal. C'est un endroit très ouvert d'esprit, et un pays qui aurait, me semble-t-il, tout intérêt à ce que cette guerre prenne fin.

Encore une fois, la guerre de Tbilissi, l'événement de Tbilissi auquel nous avons tous les deux assisté, je pense qu'il m'a donné une très bonne impression de personnes proches de la Russie, qui comprenaient les deux côtés de l'équation et qui, me semblait-il, n'avaient aucun intérêt à voir une guerre éclater en Europe. Cela pourrait donc être un autre lieu, qui sait. Mais comme vous le dites, faire intervenir une entité indépendante, une entité gouvernementale indépendante... Et celles auxquelles je suis le plus opposé, ce sont l'OTAN et l'Union européenne. À l'heure actuelle, ces deux institutions semblent faire de la guerre leur raison d'être. C'est certainement le cas de l'OTAN, mais dans une moindre mesure aussi de l'Union européenne. Je pense donc que les dirigeants actuels de ces deux institutions agissent, sur cette question précise, contre les intérêts de l'Europe plutôt qu'en fonction des intérêts de l'Europe.

#Pascal

Je suis d'accord avec ça. Et je sais que vous avez autre chose de prévu dans environ trois minutes, donc il faut qu'on conclue. Steve, si les gens veulent vous retrouver, ils doivent aller sur votre Substack. Où peuvent-ils aller d'autre ?

#Steve Jermy

Pour l'instant, c'est seulement sur Substack, Pascal. Mais le mois prochain, je prévois de lancer une chaîne YouTube qui s'appellera « The Strategic Arena ». Ce sera une analyse un peu plus approfondie que les excellentes informations que tant d'autres personnes, comme vous, proposent, avec une perspective un peu plus à long terme.

#Pascal

Nous travaillons actuellement à élargir le réseau, avec tout le monde et partout. Et c'est peut-être aussi un pas en avant. Je mettrai le lien vers votre Substack dans la description ci-dessous. Et nous nous reparlerons bientôt. Steve, Jeremy, merci beaucoup. C'était un très bon moment aujourd'hui.

#Steve Jermy

Formidable. Merci beaucoup, Pascal.

#Steve Jermy

Continuez votre bon travail.